

Informations du Guatemala

3^e année, n° 139

Du 30 août au 5 septembre 1985

Chers correspondants,

Notre service de transmission de Telex depuis le siège central a connu quelques problèmes au cours de ces dernières semaines. Les systèmes de transmission ont, depuis lors, été améliorés et renouvelés à Paris. Nous espérons de la sorte être en mesure de vous faire parvenir régulièrement le Telex par la poste. Le retard accusé par le dernier numéro est, pensons-nous, dû à des événements internes au pays. Nous vous invitons à nous communiquer, s'il y a lieu, les numéros qui ne vous seraient pas parvenus. Bien à vous,

ENFO-BELGICA

POLITIQUE

Mouvement populaire : chronologie

Insurrection

Actions insurrectionnelles

POLITIQUE

MOUVEMENT POPULAIRE

Depuis le 26 août et jusqu'à la dernière date reprise dans ce bulletin d'information, des milliers de personnes organisent, dans la capitale, des manifestations d'opposition au régime aux fins de protester contre les récentes hausses des prix de produits de base et des transports urbains. La réponse du gouvernement fut d'envoyer la police et l'armée dans les rues dans le but de faire taire les exigences de la population et provoquant de la sorte de nombreux morts, blessés et personnes arrêtées. Cependant, depuis le 4 septembre l'augmentation concernant les transports urbains a été supprimée. Nous reprendrons chronologiquement les faits les plus marquants :

26 août

- Les étudiants du niveau secondaire se mettent en grève et manifestent devant les bâtiments des centres d'enseignement. Les ménagères et les secteurs populaires dans leur ensemble se joindront aux actions de protestation.
- Le colonel Mario Ramirez Ruiz, porte-parole de la police nationale a menacé d'arrêter les étudiants et a souligné que la police interviendrait immédiatement si les travailleurs se mettent en grève.
- Le Vicomte Colville de Culross, rapporteur de la Commission des Droits de l'Homme des Nations-Unies pour le Guatemala, est arrivé dans le pays pour effectuer une visite prévue avant les événements. Les étudiants de l'Institut Rafael Aqueche ont adressé une lettre au rapporteur où ils lui demandent de prolonger son séjour dans le pays car il se pourrait que de graves violations des Droits de l'Homme à l'encontre de la population guatémaltèque soient commises de la part du régime et dans le but de contrer les justes exigences de la population.

27 août

- On assiste à diverses concentrations populaires près des institutions gouvernementales et divers groupes de personnes défilent pacifiquement dans les rues de la capitale en exprimant leur désaccord.

- Le gouvernement précise qu'il poursuivra sévèrement ceux qui participent aux manifestations. D'importants contingents de police patrouillent dans la capitale.

- José Garcia Bahuer, député de l'Assemblée Constituante, a souligné qu'au lieu d'assister à un processus de démocratisation, le gouvernement fait sentir sa présence par le biais de la force et de la tyrannie. Il a ajouté que si la situation se poursuivait de la sorte, elle pourrait déboucher sur un état de siège.

Le député souligne que la population peut exiger, au cours des manifestations de masse, la démission du Chef de l'Etat et la dissolution de l'Assemblée Nationale Constituante, étant donné que les députés ne sont pas populaires au sein des guatémaltèques.

- La Préfecture d'Etat vient de rendre public, un projet de loi établissant le "délit monétaire" suivant lequel sera condamnée toute personne qui se refuserait à vendre ses produits d'exportation avant la date limite légale ou qui ne remettrait pas les devises perçues. Cette mesure touche particulièrement les exportateurs.

Des représentants de l'Initiative Privée se sont opposés à ce que soit approuvé un tel projet et ont souligné que le mécontentement social devenait tangible et la situation insoutenable du fait d'une mauvaise politique économique adoptée par les dirigeants.

- Les travailleurs des plantations agricoles de Chimaltenango, Suchitepequez, Sacatepequez et Escuintla demandent des augmentations salariales. Cette demande est partagée par les travailleurs de l'entreprise électrique, de l'Institut de la Sécurité Sociale, de la Banque de Guatemala, des municipalités, des postes, des télégraphes, de l'entité judiciaire et les enseignants. Tous rejettent, en outre, l'augmentation des transports urbains et menacent d'adopter, progressivement, diverses mesures de pression.

- Au cours d'une réunion du Comité Directeur de la Confédération de l'Unité Syndicale de Guatemala, CUSG, le Chef de l'Etat, le Général Oscar Mejía Victores, a proposé l'élaboration d'une étude visant à établir les nouveaux barèmes salariaux et le gel des prix.

29 août

- Les actions de manifestations se poursuivent. Les étudiants de l'Institut Central National pour garçons ont signalé l'enlèvement d'un membre de cet établissement et le fait qu'une deuxième personne ait été gravement blessée lorsqu'un véhicule des forces de sécurité gouvernementales a chargé sur un groupe de manifestants. Plus de 200 personnes, parmi lesquelles de nombreux mineurs d'âge, ont été arrêtées et frappées par les policiers.

- Des dizaines d'étudiants ont demandé une entrevue, pacifique, avec le Général Mejía Victores, mais les forces de sécurité ont empêché les étudiants de pénétrer dans le Palais National, en utilisant la violence.

- Les étudiants de l'Institut Enrique Gomez Carillo ont dressé des barricades pour se défendre des agressions policières. Cette mesure a également été adoptée par des habitants dans diverses rues de la capitale. Dans la plupart des citées faubouriennes, des réunions pacifiques s'organisent qui sont aussitôt violemment dispersées par les forces de sécurité gouvernementales. On ignore encore le nombre de victimes.

- L'Archevêque métropolitain Prospero Penados del Barrio a demandé au gouvernement qu'ils'abstienne de réprimer les manifestants "qui cherchent seulement à mettre un terme à l'augmentation immodérée du coût de la vie". Le message du Recteur de l'Université San Carlos, le Docteur Eduardo Meyer, allait dans le même sens et demandait que l'on évite "que le sang soit versé".

- Les chefs d'entreprises du secteur des transports se sont entretenus avec le Général Mejía Victores pour obtenir le maintien de l'augmentation du billet de transport en commun urbain et, de plus, pour bénéficier de subventions portant sur les pneus et les combustibles. En cas de décision contraire, ils menacent de paralyser entièrement le pays.

30 août

- Tôt le matin, des groupes de manifestants se rassemblent à différents points de la capitale. Au cours des premières heures de l'après-midi, le peloton anti-émeutes de la police nationale, renforcé par de nombreux effectifs, reprend ses attaques contre la population. En guise de réponse, 10 autobus urbains ont été brûlés et quelques commerces détruits. Il a fallu suspendre presque tous les transports urbains.

31 août

- Bien que les manifestations de protestation aient diminuées d'ampleur, on note pourtant que diverses rues de la capitale ont été "arrosées" de clous dans le but de saboter le passage de transport en commun. D'importants contingents patrouillent dans la ville.

- Selon des sources officielles, divers directeurs du Comité Coordinateur des Associations Agricoles, Commerciales, Industrielles et Financières -CACIF-, la plus importante entité représentant le secteur privé, sont menacés de mort et, n'ont pas demandé de protection officielle. On apprenait ainsi que des chefs d'entreprises s'entretiennent avec des membres du Haut-Commandement de l'armée sans pour autant avoir d'indications quant à la tenue des accords passés entre eux.

- Antonio Calderon, Juge de la Jeunesse, a lancé un appel à la police nationale pour que cette dernière s'abstienne de frapper les mineurs d'âge capturés au cours des manifestations.

- Un enfant de 11 ans, Milton Morales a été transporté dans un hôpital local par des pompiers, volontaires, après avoir été blessé à l'avant-bras droit par une balle. L'incident est survenu lorsque les forces de sécurité ont ouvert le feu contre les manifestants.

- Le Ministre de l'Economie, Ariel Rivera a fait savoir que le pain et le lait ont respectivement augmenté de 100 % et 38,3 % et que ces produits n'avaient pas encore atteint un prix plafond. Ainsi, le Ministre du Travail a annoncé que le salaire des travailleurs de l'industrie du pain augmenterait de 20%.

1° septembre

- Des centaines d'habitants des citées de Alameda et Bethania se sont réunis pour protester contre l'augmentation constante des produits de première nécessité. Selon certaines informations les manifestants ont été violemment réprimés.

- Les travailleurs de l'industrie du pain ont décidé, au cours d'une assemblée générale, de refuser l'augmentation de salaire proposée par les chefs d'entreprises. Les syndicalistes ont manifesté, car l'augmentation de 20% des salaires est risible par rapport à la hausse de 100% du prix du pain et parce que l'augmentation proposée n'est nullement suffisante pour permettre de couvrir les coûts des différentes denrées de base composant le panier de la ménagère.

- Le Général Mejía Victores, dans des déclarations destinées à la presse, au cours de la cérémonie d'anniversaire de l'école polytechnique (militaire) soulignait qu'il n'y a aucune possibilité concrète permettant d'accéder aux demandes d'augmentations salariales et, que les prix des produits en général, loin d'augmenter de façon disproportionnée ne font que croître de "ce qu'il faut".

- Le journal Prensa Libre a publié une entrevue du Docteur Eduardo Meyer, Recteur de l'Université Nationale de San Carlos à Guatemala, où l'on peut lire qu'aucun des partis politiques participant au processus électoral représente les intérêts de la population. Meyer a ajouté que lorsqu'il est entré en fonction en 1983, le nombre d'étudiants universitaires, morts ou disparus, s'élevait à 400 et qu'actuellement le nombre dépasse les 1 000 étudiants.

- Judith Samayoa de Pineda, Ministre de l'Education menace de mettre un terme au cycle scolaire si les étudiants persistent à boycotter leurs classes et à participer à des actions de protestations estudiantines.

2 septembre

- Les manifestations de masse augmentent. Des milliers de personnes, parmi lesquelles des femmes au foyer, des ouvriers et des étudiants convergent, de façon ordonnée et provenant de diverses avenues, vers le centre de la capitale.

- Les forces de police équipées de jeeps munies de mitrailleuses et de voitures blindées, ont effectué un vaste déploiement de leurs effectifs et ont fait face à la population. Les manifestants ont été la proie de tirs et de bombes lacrymogènes. Les listes officielles font mention de 400 arrestations alors que la presse parle de 700 personnes.

- Les détenus sont frappés par les policiers. D'après le Ministre de l'Intérieur, 6 établissements commerciaux et 7 bus urbains ont été endommagés le même jour. La Cour Suprême de Justice a fait savoir que 3 personnes, parmi lesquelles 2 mineurs d'âge, ont trouvé la mort au cours des actions de protestation.

- Les manifestations touchent d'autres villes dans le pays. A Quetzaltenango, des étudiants universitaires et de l'enseignement secondaire protestent et exigent la libération des détenus pendant les manifestations dans la capitale. Ils menacent de recourir à de nouvelles mesures de pression.

- Des fusillades éclatent dans diverses zones de la capitale. La police parle de la mort d'un civil, Sabino Perez Mendez et affirme qu'un policier a été blessé et qu'un autre a trouvé la mort au cours d'une fusillade.

3 septembre

- Les protestations se poursuivent. De nouveaux secteurs de travailleurs, dont les employés municipaux de Quetzaltenango et les travailleurs des ports de El Quetzal et Champerico, dans les départements de Escuintla et Retalhule, réclament à leur tour des augmentations salariales en menaçant d'enclencher une grève.

- On remarquait, au cours de l'après-midi, dans les alentours de la maison présidentielle une inhabituelle concentration d'effectifs et de véhicules officiels, ce qui permet de supposer qu'une réunion de commandants de bases militaires et d'autres chefs militaires se tenait.

- Les petits commerçants et les propriétaires d'étals dans les marchés de la capitale se sont joints aux protestations et menacent de suspendre les ventes.

- Pour la première fois depuis le début des manifestations, des contingents de soldats ont été envoyés dans les rues de la ville. Selon les premiers communiqués de presse, quelques douze personnes ont trouvé la mort, une cinquantaine ont été blessées et quelques 500 furent arrêtées.
- En début de soirée et, pour la première fois depuis ces trente dernières années, plus de 500 soldats ont occupé illégalement les bâtiments de l'université de San Carlos, alors que des étudiants étaient réunis en Assemblée Générale. Cette violation des lieux rompt l'autonomie universitaire qui était même consacrée dans la nouvelle Constitution.
- Des centaines d'universitaires se retrouvent traqués dans l'enceinte du bâtiment universitaire, où des soldats ont incendié certaines installations et se livrent au sacage. On ignore le nombre exact de victimes.
- Le gouvernement militaire a annoncé qu'au cours des prochaines 24 heures, une série de mesures seraient appliquées pour "soulager" les pressions qui ont provoqué les violentes protestations de ces derniers jours.

4 septembre

- Les soldats se sont emparé par la force des bâtiments des instituts Rafael Aqueche et National Central pour garçons ainsi que l'Institut technique professionnel - tecnico vocacional- et le Normal Central pour garçons, où ils ont fait prisonniers un nombre indéterminé d'étudiants.
- Le gouvernement a décidé de ne pas appliquer l'augmentation du transport urbain, qui était entrée en vigueur le 1^o septembre aux fins d'atténuer l'opposition et les protestations qui ont amené les actions répressives de l'armée et devant les pressions exercées par les secteurs populaires.
- L'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque -URNG- déclare, dans un communiqué de presse que la dictature militaire n'a nullement résolu les problèmes du peuple, qu'elle n'est pas parvenue à faire taire le mouvement populaire en dépit de son recours à la répression. En outre le communiqué lance un appel au peuple guatémaltèque pour qu'il lutte aux fins de défendre ses intérêts.

Selon l'URNG la soi-disante ouverture démocratique n'est qu'une ruse visant à tromper davantage le peuple et un moyen d'intégrer le Guatemala dans la stratégie des Etats-Unis dans la région. Elle affirme que le prochain gouvernement qui prendra le pouvoir, après les élections de novembre prochain, sera anti-populaire, répressif et ouvert aux influences étrangères.

INSURRECTION

ACTIONS INSURRECTIONNELLES

Des unités insurrectionnelles ont maintenu durant cinq heures, sous leur contrôle, un important tronçon routier, situé dans le département septentrional de El Peten et, elles ont également occupé une propriété à Sayaxche.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX